

Illustrée jusque sur le blason de la ville par l'épi de blé à côté de la lampe de mineur, l'agriculture est indissociable de l'histoire de Loos-en-Gohelle. Aujourd'hui, dans une région attachée aux modes de production industrielle et qui compte les plus mauvais indicateurs de santé liés à l'alimentation, la transition agricole et alimentaire du territoire fait face à des défis de taille.

Sur quels leviers la commune s'est-elle appuyée, à son échelle, pour reconnecter agriculture, alimentation et transition ?

Une action foncière volontariste et une politique d'aménagement stratégique

Comme la majorité des communes minières et industrielles, Loos-en-Gohelle a connu un étalement urbain morcelé et une artificialisation des terres importantes au cours du dernier siècle. Néanmoins, la ville a su maintenir un tissu agricole important, 56 % de sa superficie totale, et éviter son mitage en défendant dès les années 1990, le principe de préservation des terres et de l'activité économique agricole. Pour cela la ville a fait des choix d'aménagement (refus d'implantation de projets de zones commerciales par exemple) et les a inscrits dans ses documents d'urbanisme (POS en 2000 puis PLU en 2013).

À travers une veille foncière active et une politique volontariste, Loos-en-Gohelle a également su saisir des opportunités foncières permettant de mettre en œuvre une politique de développement de l'agriculture biologique sur un territoire agricole majoritairement cultivé sur un modèle intensif de grandes cultures en openfield. En 2011, suite à l'arrêt programmé d'un agriculteur Loossois, la commune signe une convention d'intervention foncière avec la SAFER afin de mettre à disposition des terres en culture biologique. Cette mise à disposition de terres à des producteurs locaux est conditionnée par leur engagement à convertir une surface équivalente de leur propre exploitation en bio. Ce sont 17ha qui sont mis à disposition de

5 agriculteurs dont 4 qui pratiquaient uniquement l'agriculture conventionnelle. La surface agricole utile (SAU) en bio de la commune augmente ainsi de

7 % à 17 % (Agence Bio, 2020) en l'espace d'une dizaine d'années, ce qui représente 121ha cultivés en bio en 2020. Les agriculteurs poursuivant progressivement leur conversion, la part du bio est estimée à 21 % de la SAU en 2023. La stratégie d'aménagement de la commune se traduit également par la multiplication des espaces nourriciers, libres d'accès aux habitants et/ou entretenus par des associations et bénévoles.

Dans le cadre de l'aménagement de la ceinture verte, marquant la limite entre urbanisation et territoire agricole, une ceinture gourmande est créée avec la plantation d'arbres et arbustes fruitiers, autour desquels la cueillette est autorisée et même encouragée.

Ce sont également près de 1,5ha au total de foncier communal qui ont été mis à disposition de 3 associations de jardins et de maraîchage bio dans le cadre de convention « fifty/fifty ».*

Le développement de ces actions et dynamiques est rendu possible par une stratégie d'aménagement de long cours basée sur une maîtrise foncière cohérente et anticipée.

** voir description du dispositif « fifty/fifty » en page 32*

Cultiver la coopération entre acteurs pour une approche systémique des enjeux alimentaires et agricoles

L'intervention de la municipalité sur les questions alimentaires s'opère d'abord sous l'angle de la santé avec l'élaboration de 2000 à 2010 d'un programme d'éducation à l'alimentation allié à l'activité physique, le Plan Santé Nutrition (PSN). Ce programme se traduit en trois phases : équilibre alimentaire de 2000 à 2006 (actions de sensibilisation sur la nutrition des scolaires, des jeunes et des personnes âgées), duo alimentation-activité physique de 2008 à 2009 (Opération Mouv'Eat : ateliers, expositions, conférences..) et objectif bien être global à partir de 2010 avec un accent mis sur la prévention du cancer et de l'obésité.

C'est en 2012, que la politique alimentaire loossoise acquiert un caractère davantage systémique avec le programme VITAL (Ville, Transition et Alimentation Locale). La municipalité fait appel à Dominique Hays, Directeur de l'association les « Angers Gardins » et Président du réseau Cocagne, afin de créer une dynamique visant à « faire société autour de l'enjeu alimentaire dans toutes ses dimensions (agriculture, économie, emploi, santé publique, lien social, environnement...), en soutenant les acteurs locaux dans la mise en œuvre de leurs projets ». De ce programme découlent plusieurs actions relevant de la coopération entre différentes parties prenantes de l'écosystème loossois :

**Intéressement des producteurs locaux à l'agriculture biologique
Développement du mouvement des « Incroyables comestibles »,
Passage en 100 % bio du foyer multi-accueil,
Accueil sur la commune de 2 éditions de la Fête de l'Agriculture Paysanne,
Création de la marque « Terre de Gohelle »,
Développement du projet d'Archipel Nourricier par les Angers Gardins.**

Entre 2020 et 2022, la commune saisit l'opportunité d'une pétition d'une association locale à l'encontre de l'usage des pesticides par les agriculteurs loossois pour engager une démarche de Dialogue Territorial, non pas seulement entre agriculteurs et associations environnementales mais entre tous les groupes d'intérêts concernés par la thématique alimentaire (élus, habitants, associations, producteurs, restauration collective, agglomération...).

En faisant appel à une structure médiatrice (Dial-Ter), la commune souhaite favoriser l'interconnaissance entre acteurs ainsi qu'une meilleure compréhension des contraintes, attentes et besoins de chacun. L'objectif de cette démarche n'est pas que tout le monde tombe d'accord (c'est impossible) mais de favoriser la compréhension de ce qui motive les actions des autres. C'est un préalable pour que chacun évolue dans sa posture et puisse coopérer autour des enjeux agricoles et alimentaires, particulièrement complexes et générateurs de tensions. Si les résultats de cette politique, à court terme sont encore de nature immatérielles (interconnaissance, confiance, compréhension), les premières commandes passées entre la restauration du collège ou du foyer de personnes âgées avec des agriculteurs locaux, et ce malgré les complexités administratives, donnent à voir de premiers résultats concrets.

Impliquer, mobiliser

L'implication et la mobilisation des acteurs et des habitants de la commune autour des enjeux alimentaires et agricoles est activée également par la municipalité au travers de différents leviers et moyens :

Valorisation des initiatives et soutien moral, financier et logistique aux associations qui sensibilisent à l'alimentation durable, des chantiers participatifs ou des actions capacitanes auprès des habitants

Dispositifs Fifty/Fifty permettant de mettre en œuvre des initiatives d'habitants ou d'acteurs avec l'appui de la commune en partageant les responsabilités, à l'instar de la rénovation des chemins agricoles. Réalisé depuis 2015 annuellement en coopération entre la municipalité (achat de matériaux, ingénierie, organisation des chantiers) et les agriculteurs (prêt de machines, temps de travail), ce fifty/fifty permet un coût de rénovation 4x moins élevé pour la municipalité et un entretien des chemins plus régulier facilitant ainsi les travaux agricoles

Organisation d'événements conviviaux, culturels ou festifs (Fête paysanne, visites de fermes, « Faites in Loos » Alimentation et Agriculture, projections, spectacles participatifs des Gohelliades autour du monde agricole...)

Changement d'échelle

Si ces différentes initiatives ont permis de structurer un éco-système loossois autour des questions alimentaires, la dynamique engagée depuis les années 2012 a contribué à la prise en compte des enjeux alimentaires et agricoles à l'échelle de l'agglomération. Ce changement d'échelle s'est d'abord traduit par une politique de valorisation de l'agriculture périurbaine et de structuration d'un réseau alimentaire de proximité sur le territoire communautaire, puis par l'adoption d'un Système Alimentaire Territorial Durable (SATD) par l'agglomération de Lens-Liévin, labellisé Projet Alimentaire Territorial (PAT) en 2019.

Aujourd'hui, Loos-en-Gohelle poursuit sa contribution à la transition alimentaire et agricole du territoire, en agissant sur les leviers à sa disposition tels que le foncier, la coopération entre acteurs ou encore le changement des

habitudes de consommation ou de pratiques. Consciente que la question alimentaire se situe au croisement d'une multiplicité d'acteurs et d'échelles territoriales, la commune alimente et s'intègre activement aux politiques à l'œuvre au sein de l'agglomération de Lens-Liévin, dans le cadre du SATD.